

Chronologie politique du Yémen 2001

Laurent Bonnefoy



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cy/113>

DOI : [10.4000/cy.113](https://doi.org/10.4000/cy.113)

ISSN : 1996-4978

Éditeur

CEFREPA

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2001

ISSN : 1248-0568

Référence électronique

Laurent Bonnefoy, « Chronologie politique du Yémen 2001 », *Chroniques Yéménites* [En ligne], 9 | 2001, mis en ligne le 12 décembre 2002, consulté le 14 juin 2024. URL : <http://journals.openedition.org/cy/113> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cy.113>

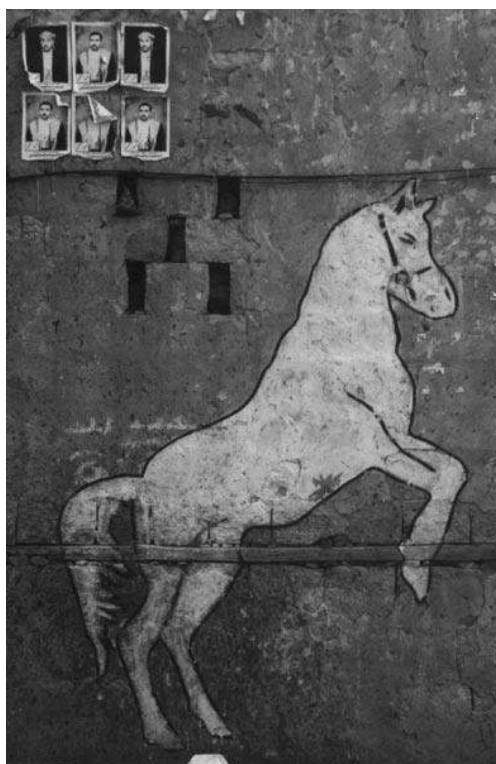
Ce document a été généré automatiquement le 14 juin 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Chronologie politique du Yémen 2001

Laurent Bonnefoy



Campagne des élections locales à Kawkabân (février 2001), des affichettes électorales jouxtent le cheval, symbole du Congrès populaire général (FB)

Abréviations :

CPG : Congrès Populaire Général

PSY : Parti Socialiste Yéménite

RYR : Rassemblement Yéménite pour la Réforme (al-Islâh).

Vie institutionnelle

Janvier-février

1 janvier : Manifestation dans la province d'al-Baydâ' pour réclamer la création de nouveaux districts dans cette province afin de rassembler administrativement certaines tribus éclatées.

6 janvier : Le bureau politique du PSY se montre favorable au boycott des élections locales et du référendum sur la réforme constitutionnelle qui doivent se tenir le 20 février.

7 janvier : Explosion dans un bureau du PSY dans la province de Dâli' provoquant d'importants dégâts matériels.

29 janvier : Le Haut Comité électoral rejette pour raisons religieuses la candidature aux élections locales d'Azâr Ibrahîm, juif yéménite, sur une liste du CPG à Sanaa.

5 février : Lancement de la campagne du référendum et des élections locales. 26 832 candidats, pour la plupart indépendants, briguent les 7000 sièges à pourvoir.

9 février : Le “ Mouvement des Fils du Sud pour l'autodétermination ”, animé, selon les autorités, par l'ancien vice-Président 'Alî Sâlim al-Bîd, rejette la tenue des élections locales et du référendum.

Des avocats déposent une plainte auprès d'un tribunal à Sanaa contestant la constitutionnalité des mesures adoptées par le Haut Comité électoral en vue des élections du 20 février.

14 février : Assassinat à Ibb d'un partisan d'al-Islâh par un membre du PSY.

20 février : Forte participation des électeurs aux élections locales et au référendum. Des accrochages armés font 10 morts et 21 blessés.

22 février : Le CPG accuse l'opposition d'être responsable des violences électorales et appelle à la formation d'une commission d'enquête sur les incidents survenus lors du scrutin.

23 février : Huit morts dans des violences post-électorales, dont deux policiers et trois sympathisants du CPG assassinés par des membres d'al-Islâh.

24 février : Scrutins complémentaires dans 140 bureaux de vote, où les élections locales et le référendum n'ont pu se tenir le 20 en raison des violences ou de problèmes techniques.

25 février : Trois policiers et trois membres d'al-Islâh sont tués dans des violences post-électorales dans la province d'Ibb.

26 février : Al-Islâh accuse le CPG d'être responsable des violences politiques récentes.

Mars-avril

1 mars : Dans une intervention télévisée, le Président Sâlih se dit déterminé à poursuivre le processus démocratique malgré les violences politiques. Il annonce par ailleurs qu'un nouveau gouvernement sera nommé à la suite des élections.

Arrestation de responsables des violences politiques.

4 mars : Annonce par le Haut Comité électoral des résultats du référendum (73,3% de oui) et des élections locales

13 mars : Echange de tirs entre des partisans d'al-Islâh et du CPG devant le Haut Comité électoral.

20 mars : Le Président Sâlih confirme que les membres du nouveau Conseil consultatif (*majlis al-shûrâ*) seront nommés et non élus comme le prétendait une rumeur. Leur nombre passe de 59 à 111 conformément à l'amendement constitutionnel approuvé par référendum du 20 février.

31 mars : Annonce du limogeage du Premier ministre 'Abd al-Karîm al-Iryânî remplacé par 'Abd al-Qâdr Bâ Jammâl, ancien vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

4 avril : Parution de la liste du nouveau gouvernement : 35 membres, tous issus du CPG, dont 23 nouveaux et une femme, Wahîba Fâri', ministre d'Etat pour les droits de l'Homme

7 avril : L'ex-Premier ministre 'Abd al-Karîm al-Iryânî est nommé conseiller politique du président Sâlih.

Prestation de serment du nouveau gouvernement qui annonce qu'il œuvrera pour “ la poursuite des réformes globales, le renforcement de la sécurité, la stabilité et la paix sociale.”

14 avril : Un décret présidentiel annonce la nomination de huit nouveaux gouverneurs.

28 avril : Un décret présidentiel donne les noms des nouveaux membres du Conseil consultatif.

Mai-juin

6 mai : Le Parlement vote sa confiance au nouveau gouvernement et approuve son programme. La session est boycottée par l'opposition, notamment al-Islâh qui proteste contre le projet de changement de statut des instituts scientifiques (écoles privées d'enseignement religieux financées par l'Etat) auxquels il est étroitement lié.

8 mai : Le gouvernement décide de placer les instituts scientifiques sous son autorité en les intégrant financièrement et administrativement dans le budget du ministère de l'Education.

14 mai : Al-Islâh appelle à manifester contre le changement de statut des instituts scientifiques.

Décès de Muhammad 'Abd Allâh Sâlih, frère du Président Sâlih et général de l'armée yéménite.

15 mai : Cheikh Muhammad b. Shajya', chef de la tribu Wa'îla annonce le refus de sa tribu de respecter l'accord frontalier signé entre le Yémen et l'Arabie saoudite.

17 mai: Manifestation de soutien à l'*intifâda* dans Sanaa à l'appel de nombreux partis.

8 juin : Le gouvernement appelle tous les partis politiques à débattre d'une nouvelle loi électorale pour “ approfondir la démocratie et renforcer le partenariat entre le gouvernement et l'opposition.”

12 juin : Le ministre de l'Administration locale, Abû Râs, boycotte la réunion du cabinet et menace de démissionner pour protester contre le retard du transfert des compétences aux conseils locaux dans le cadre de la loi de décentralisation.

27 juin : Arrestation dans la province d'Abyan de quinze islamistes suspectés d'avoir des liens avec de récentes attaques contre des bâtiments officiels.

28 juin : Le PSY donne son accord au dialogue avec le gouvernement sur la réforme de la loi électorale.

Juillet-août

5 juillet : Le Premier ministre Bâ Jammâl rencontre les chefs de l'opposition au sujet de la réforme de la loi électorale.

23 juillet : Certains partis d'opposition (dont le parti nassérien unioniste) menacent de boycotter les prochaines élections si la réforme de la loi électorale est maintenue.

26 juillet : Pour protester contre la hausse du prix du diesel, sept partis d'opposition (dont al-Islâh et le PSY) décident de “geler le dialogue avec le gouvernement sur le projet d'amendement de la loi électorale”.

31 juillet : Les partis d'opposition rejettent l'appel du gouvernement à reprendre le dialogue sur la réforme de la loi électorale.

14 août : Reprise du dialogue entre le gouvernement et l'opposition au sujet de la réforme de la loi électorale.

Septembre-octobre

20 septembre : Accord entre le CPG et l'opposition sur le maintien de la représentation des partis au sein du Haut comité électoral.

23 septembre : Adoption par le Conseil des ministres du projet d'amendement à la loi électorale après de longues négociations avec l'opposition.

16 octobre : Le Président Sâlih confirme dans une lettre adressée au cheikh 'Abd Allâh al-Ahmâr, président d'al-Islâh et président du Parlement, le projet de fusion des instituts scientifiques avec les écoles d'enseignement public.

Novembre-décembre

12 novembre : Vote par le Parlement de la nouvelle loi électorale.

mi-novembre : Publication d'un texte émanant du “Forum des Fils du Sud” (*Multaqâ abnâ' al-janûb*), organisation basée à Sanaa dénonçant les discriminations exercées à l'encontre des citoyens de l'ex-RDPY dans l'accès aux positions administratives et militaires.

17 novembre : Nomination d'un nouveau Haut Comité électoral comprenant 4 membres du CPG, un d'al-Islâh, un du PSY et un du Parti démocratique nassérien.

28 novembre : Adoption par le gouvernement du budget prévisionnel pour 2002, celui-ci s'élève à 3 128 millions de \$, le déficit devrait atteindre 293 millions de \$, soit environ 3 % du PIB.

5 décembre : Cinq morts dans une offensive contre les ravisseurs d'un otage allemand (libéré le 812) dans la région de Sirwâh.

18 décembre : Des accrochages entre l'armée et des membres suspectés d'appartenir à al-Qâ'ida dans la province de Ma'rib font 28 morts.

21 décembre : Les autorités yéménites affirment leur volonté de régler le problème des 14 000 immigrés illégaux.

Politique extérieure

Janvier-février

8 janvier : Arrestation par les autorités yéménites d'un des principaux suspects de l'attaque contre l'USS Cole.

9 janvier : Londres sollicite la grâce pour huit Britanniques musulmans condamnés au Yémen en 1999 pour terrorisme.

18 janvier : L'Union européenne finance vingt-cinq projets d'aide au Yémen pour un montant de 130 millions d'euros.

20 janvier : Visite officielle à Sanaa du ministre saoudien de l'Intérieur, Prince Nâyaf b. 'Abd al-'Azîz, pour une réunion sur l'application de l'accord frontalier de juin 2000.

29 janvier : Le Yémen offre 12,8 millions de \$ pour soutenir le fonds al-Aqsâ et l'*intifâda* palestinienne.

10 février : Message du Président américain reçu par le Président Sâlih : George Bush “ [salue] le processus démocratique au Yémen, sa politique sage dans le règlement des questions frontalières par la négociation et l'arbitrage et son soutien à la paix et à la sécurité dans la région. ”

Le gouvernement yéménite annonce officiellement que les accusés yéménites dans l'attentat contre l'USS Cole en fuite à l'étranger seront jugés à Washington.

Le Yémen annonce la candidature de Muhsin al-'Aynî (ancien Premier ministre) au poste de secrétaire général de la Ligue arabe.

15 février : Accord égypto-yéménite sur la candidature du ministre égyptien des Affaires étrangères, 'Amrû Mûsâ au poste de secrétaire général de la Ligue arabe et sur le retrait du candidat yéménite.

18 février : Annonce par le Président Sâlih de l'arrestation de deux nouveaux suspects dans l'enquête sur l'attentat contre l'USS Cole. Selon lui, l'instigateur de l'attaque terroriste est en Afghanistan.

22 février : Annonce par le ministre de l'Intérieur du retrait prochain des troupes déployées à la frontière yéméno-saoudienne.

Le Président Sâlih annonce son soutien à la candidature de 'Amrû Mûsâ à la tête de la Ligue arabe.

Visite officielle à Sanaa du président indonésien Wahib. Entretiens politiques et économiques avec le Président Sâlih.

Dans le cadre de l'enquête sur l'attentat du Cole, le gouvernement éthiopien extradé cinq Yéménites.

23 février : Le Fonds saoudien de développement s'engage à financer des projets au Yémen à hauteur de 300 millions de \$.

28 février : Don de 5,2 millions de \$ par le gouvernement japonais afin de promouvoir l'ajustement structurel.

L'Arabie saoudite accorde au Yémen un rééchelonnement de sa dette et une diminution de 70% de celle-ci.

Mars-avril

3 mars : Les enquêteurs américains demandent au gouvernement yéménite le report du procès des responsables présumés de l'attentat contre l'USS Cole et affirment explorer de nouvelles pistes.

6 mars : Visite politique et diplomatique en Belgique du brigadier général Ahmad 'Alî Sâlih, fils aîné du Président Sâlih.

16 mars : Signature officielle d'un accord de coopération entre le Yémen et les Etats-Unis sur l'enquête de l'attentat contre l'USS Cole.

17 mars : Visite officielle du ministre des Affaires étrangères Bâ Jammâl à Bagdad.

18 mars : Arrivée à Sanaa d'une délégation parlementaire koweïtienne.

- 19 mars** : Yâsir 'Arafât reçu à Sanaa par le Président Sâlih.
- 26 mars** : Arrivée à Amman du Président Sâlih à l'occasion du sommet de la Ligue arabe.
- 29 mars** : Les enquêteurs yéménites de l'attentat contre l'USS Cole demandent l'accès aux dossiers du FBI.
- 30 mars** : Le ministère allemand de la Coopération accorde un don de 23 millions d'euros pour la lutte contre la pauvreté.
- 2 avril** : Le ministre de l'Intérieur affirme que les six principaux suspects de l'attentat contre l'USS Cole sont liés à l'Afghanistan.
- 4 avril** : Suite à l'accord frontalier signé en juin 2000, le Yémen annonce avoir achevé le retrait de l'armement lourd posté à la frontière avec l'Arabie saoudite.
- 7 avril** : Arrestation de sept nouveaux suspects dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre l'USS Cole.
- 15 avril** : Le Yémen menace El Al d'intercepter ses avions si l'espace aérien yéménite continue à être violé.
- 17 avril** : Visite officielle du Président Sâlih en Erythrée afin d'examiner avec son homologue, Issaias Afeworki, le dossier de délimitation maritime conformément à la décision de la Cour internationale de justice de La Haye (arrêté d'octobre 1998).
- 28 avril** : Visite officielle à Sanaa de Kamâl Kharâzî, ministre des Affaires étrangères iranien.
- Mai-juin
- 3 mai** : Le gouvernement yéménite plaide pour un échange avec Londres des prisonniers détenus pour terrorisme. Les autorités britanniques refusent.
- 6 mai** : Les enquêteurs du FBI ayant des difficultés pour accéder à certaines sources dans l'affaire de l'USS Cole, le Yémen est accusé par le secrétariat d'Etat américain d'encourager le terrorisme.
- 10 mai** : Le Yémen est élu membre du Conseil économique et social de l'ONU.
- 19 mai** : L'Arabie saoudite fait don d'un million de \$ pour financer des opérations de déminage au Yémen.
- 20 mai** : Visite à Sanaa du chef d'Etat-major de l'armée algérienne, le général Muhammad La'amari.
- 22 mai** : Célébration du 11^e anniversaire de la réunification en présence du Prince héritier saoudien 'Abd Allâh b. 'Abd al-'Azîz.
- 25 mai** : Visite officielle de 'Abd Allâh II de Jordanie.
- 28 mai** : Le gouvernement annonce que les manœuvres militaires américano-yéménites sont reportées. L'opposition demande leur annulation en protestation de la situation en Palestine.
- 29 mai** : Visite du Président Sâlih en Arabie saoudite afin de discuter des projets de coopération bilatérale et de la situation régionale.
- 30 mai** : Les forces armées américaines postées dans la région sont placées en état d'alerte par crainte d'une attaque terroriste. Les citoyens américains sont évacués d'Aden.
- 9 juin** : Fermeture de l'ambassade américaine au public suite aux menaces terroristes.

18 juin : Retrait des enquêteurs du FBI travaillant sur l'attentat contre l'USS Cole.

19 juin : Arrestation de neuf hommes soupçonnés de vouloir assassiner des agents du FBI présents au Yémen.

20 juin : Visite à Sanaa du vice-Premier ministre saoudien Sultân b. 'Abd al-'Azîz à l'occasion du Conseil de coordination Yémen-Arabie saoudite.

22 juin : Finalisation d'un prêt saoudien de 300 millions de \$ au Yémen et signature d'accords de coopération dans les domaines de l'information et du transport.

Juillet-août

3 juillet : Dans une interview, Abû Bakr al-Kirbî, ministre des Affaires étrangères, affirme que le Yémen n'accueillera pas de base américaine.

5 juillet : Les autorités yéménites annoncent avoir achevé l'enquête sur l'attentat contre l'USS Cole.

7 juillet : Réouverture de l'ambassade des Etats-Unis à Sanaa.

Une délégation yéménite officielle est reçue au Parlement européen.

11 juillet : L'Union européenne fait don de 1,9 million d'euros au Yémen.

12 juillet : Réunion d'urgence des Parlements arabes à Sanaa autour de la Palestine.

La Grande Bretagne demande des compensations financières au gouvernement yéménite à la suite de l'attentat contre son ambassade le 13 octobre 2000.

20 juillet : Visite officielle à Sanaa du Premier ministre syrien pour s'entretenir sur la coopération économique.

30 juillet : Visite officielle d'Abû Bakr al-Kirbî en Malaisie.

Tensions entre le Yémen et l'Erythrée à propos de l'application des droits de pêche.

3 août : Arrivée d'une nouvelle équipe du FBI dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre l'USS Cole.

4 août : Semaine culturelle koweïtienne à Sanaa.

9 août : Abû Bakr al-Kirbî plaide de nouveau pour l'intégration du Yémen au sein du Conseil de Coopération du Golfe.

13 août : Don du Japon d'une valeur de 5 millions de \$ sous forme d'équipements et d'effacement de la dette.

14 août : Visite officielle de Mahatir Muhammad, Premier ministre malaisien, consacrée à la coopération économique.

18 août : Visite de Tahâ Yasîn Ramâdan, vice-Premier ministre iraquien, en vue d'encourager la coopération économique. Signature d'un accord pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre l'Iraq et le Yémen.

20 août : Visite à Sanaa de 'Amrû Mûsâ, secrétaire général de la Ligue arabe.

22 août : Prêt britannique de 25 million de \$ pour l'équipement de l'hôpital d'Aden.

Les autorités yéménites donnent leur aval à l'interrogation par écrit de hautes personnalités de l'armée par les enquêteurs américains à propos de l'affaire de l'USS Cole.

25 août : Visite officielle d'Abû Bakr al-Kirbî au Koweït. Le Yémen propose sa médiation dans l'affaire des disparus koweïtiens en Iraq.

28 août : Le Yémen annonce qu'il boycottera la conférence interministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Doha en novembre 2001, du fait de la présence d'Israël.

Septembre-octobre

11 septembre : Condamnation officielle par les autorités yéménites des attentats à New York et Washington.

16 septembre : Les autorités yéménites annoncent leur volonté de coopérer avec les Etats-Unis dans la lutte " anti-terroriste " tout en rappelant que celle-ci doit se faire dans le cadre des Nations unies.

17 septembre : Visite officielle du Président syrien, Bashar al-Asâd.

25 septembre : Arrivée du nouvel ambassadeur américain Edmund James Hull, expert dans la lutte anti-terroriste.

5 octobre : Début des travaux de démarcation de la frontière yéméno-saoudienne.

9 octobre : Participation d'Abû Bakr al-Kirbî à la conférence extraordinaire sur le terrorisme de l'Organisation des pays islamiques à Doha.

11 octobre : Les autorités yéménites maintiennent la demande d'extradition d'Abû Hamza auprès des autorités britanniques.

14 octobre : Les autorités yéménites annoncent avoir gelé des avoirs suspects d'entreprises et d'organisations yéménites, dans le cadre de la lutte " anti-terroriste ".

18 octobre : A la demande des autorités américaines, le procès des accusés dans l'affaire de l'USS Cole est reporté.

20 octobre : Manifestation à 'Amrân d'environ 20 000 personnes contre l'intervention américaine en Afghanistan.

25 octobre : Les autorités yéménites affirment leur volonté de s'associer à la recherche de 'Abd al-Rahmân al-Sa'afânî, réfugié en Afghanistan et suspecté d'être l'instigateur de l'attaque contre l'USS Cole.

30 octobre : Le Parlement yéménite dénonce les frappes militaires américaines en Afghanistan.

Novembre-décembre

5 novembre : Visite officielle à Sanaa de Charles Josselin, ministre français de la Coopération et de la Francophonie. Entretiens avec le Président Sâlih sur la situation au Proche-Orient et la reconstruction en Afghanistan.

10 novembre : Le Fonds saoudien pour le développement accorde un prêt de 50 millions de \$ en vue de la construction d'une centrale électrique.

24 novembre : Visite officielle du Président Sâlih aux Pays-Bas.

27 novembre : Visite officielle du Président Sâlih aux Etats-Unis où il s'entretient avec George Bush sur l'enquête de l'USS Cole et la lutte " anti-terroriste ".

28 novembre : Le Yémen n'accorde plus de visas touristiques à titre individuel jusqu'à nouvel ordre. Depuis le 15 novembre, les visas ne sont plus délivrés dans les aéroports et les autres points d'entrée dans le pays.

30 novembre : Visites officielles du Président Sâlih en France puis en Allemagne. Entretiens avec Jacques Chirac et Gerhard Schröder.

Les autorités yéménites annoncent que " près de 25 personnes " sont détenues dans le cadre de l'enquête de l'attentat contre l'USS Cole.

3 décembre : Tournée d'Abû Bakr al-Kirbî en Jordanie, en Syrie et en Iraq.

8 décembre : Visite du Président Sâlih en Arabie saoudite. Entretiens avec le Roi Fahd et le Prince héritier 'Abd Allah.

12 décembre : Le Président Sâlih invite les 500 Yéménites combattant en Afghanistan à revenir dans leur pays.

25 décembre : Le Yémen reconnaît officiellement le nouveau gouvernement intérimaire d'Afghanistan dirigé par Hamîd Karzâi.

Colin Powell, secrétaire d'Etat américain, transmet une lettre au Président Sâlih le félicitant des actions militaires entreprises contre les membres d'al-Qâ'ida au Yémen.

30 décembre : Les membres du Conseil de coopération du Golfe proposent une intégration progressive du Yémen au sein de cette organisation.

Economie et société

Janvier - février

1 janvier : Explosion dans une église anglicane et attentat à l'obus raté contre un hôtel à Aden.

3 janvier : Arrestation par la police de plusieurs suspects dans les milieux islamistes après les attentats des jours précédents.

10 janvier : Neuf fidèles tués dans une mosquée du district de 'Amrân lors d'une attaque à l'arme automatique.

23 janvier : Un avion de la Yemenia, à bord duquel se trouvaient l'ambassadeur des Etats-Unis à Sanaa et l'ambassadeur du Yémen à Washington, est détourné par Jâbir Yahyâ 'Alî Sâbir, un activiste yéménite pro-iraquien voulant se rendre à Bagdad. Le pirate de l'air est maîtrisé à Djibouti.

30 janvier : Condamnation à un mois de fermeture du journal *al-Shumû'* pour diffamation envers le président égyptien Husnî Mubâarak.

3 février : Condamnation de Jâbir Yahyâ 'Alî Sâbir qui fait appel du jugement.

13 février : Ouverture puis report à Sanaa du procès de l'auteur présumé de l'attentat à l'explosif contre l'ambassade britannique en octobre 2000.

Selon les autorités yéménites, le taux de croissance économique pour l'année 2000 s'élève au Yémen à 6,5 %.

15 février : Arrestation d'un nouveau suspect dans l'enquête de l'attentat anti-britannique d'octobre 2000.

17 février : Confirmation en appel de la sentence prononcée contre Jâbir Yahyâ 'Alî Sâbir, condamné à 15 ans de prison.

28 février : Le FMI accorde des prêts d'un montant total de 34 millions de \$ pour la lutte contre la pauvreté et l'aide à la croissance.

Mars-avril

10 mars : Le FMI confirme que le Yémen a connu une croissance de 6,5 % en 2000, essentiellement grâce à la hausse du prix du pétrole.

17 mars : Meurtre d'Azâr Ibrahîm, ancien candidat juif yéménite sur les listes du CPG.

26 mars : Huit morts et dix blessés lors d'affrontements tribaux dans la province de 'Amrân.

27 mars : Cinquante cas de fièvre aphteuse découverts dans les provinces d'al-Hudayda et Hajja.

14 avril : Ouverture à Aden du procès des responsables présumés des attentats de janvier 2001.

21 avril : Un conflit territorial inter-tribal dégénère en fusillade dans Sanaa : trois morts dont deux policiers.

Mai-juin

4 mai : Le ministre du Plan et du Développement, Ahmad Muhammad Sûfân rencontre des responsables de la Banque mondiale à Washington.

7 mai : Le gouvernement demande une assistance financière de la Banque mondiale (à hauteur de 8,3 millions de \$) afin de permettre les privatisations.

13 mai : Début d'une campagne de désarmement des citoyens yéménites dans les grandes agglomérations.

19 mai : Une explosion dans un marché aux armes de la province d'al-Baydâ' fait seize morts.

20 mai : Le Conseil consultatif nomme une commission chargée de régler les différends inter-tribaux, notamment ceux qui opposent la confédération des Hâshid et la tribu Arhab. Cette commission propose qu'à partir de 2003, tous les cas de vengeance tribale soient jugés selon le droit commun, et non plus la coutume tribale.

22 mai : Le Président Sâlih annonce que la dette extérieure atteint 3 milliards de \$ en 2000 contre 10 milliards en 1995.

26 mai : Le gouvernement yéménite accepte les nouvelles conditions d'ajustement fixées par le FMI en échange de la promesse d'une réévaluation de la dette yéménite par le Club de Paris.

4 juin : Sortie de la première promotion de l'université al-Imân (" Université de la foi "). Al-Zindânî, président de l'Université, affirme dans une conférence de presse que cette institution n'a aucun lien avec Usâma b. Lâdin.

9 juin : Mort de treize personnes à la suite de pluies et d'inondations.

Le Parlement approuve les accords de concessions pétrolières dans le Hadramawt aux compagnies Nexen (Canada) et US Occidental Petroleum Corp.

11 juin : Réouverture du procès des Yéménites auteurs présumés de l'attentat contre l'ambassade britannique.

12 juin : Incendie accidentel au siège de la Yemenia à Sanaa.

Libération d'un otage allemand détenu depuis le 26 mai.

15 juin : Annonce du rééchelonnement de 420 millions de \$ de la dette extérieure du Yémen par le Club de Paris.

19 juin : Négociations avec des compagnies pétrolières canadienne, autrichienne et espagnole en vue de la signature d'accords de prospection au Yémen.

20 juin : Exécution de Muhammad Adam, " l'égorgeur de Sanaa ", accusé du meurtre d'étudiantes.

22 juin : 117 Ethiopiens en situation illégale sont expulsés du Yémen.

29 juin : Les affrontements entre la tribu 'Abîda et les militaires à la suite du sabotage d'un pipeline font 12 morts.

Juillet-août

1 juillet : Le gouvernement débloque 300 millions de \$ pour le développement du secteur électrique.

6 juillet : Deux entreprises koweïtienne et australienne développent la première plateforme offshore au Yémen.

9 juillet : Des combats intertribaux font 19 morts dans le district des Banû Matar.

25 juillet : Le gouvernement annonce une hausse de 70 % du prix du diesel. Les salaires des fonctionnaires et des militaires sont augmentés de respectivement 15 et 25 %.

27 juillet : Enlèvement d'un diplomate allemand à Sanaa.

28 juillet : 20 morts en raison des inondations.

2 août : Annonce de la hausse des tarifs de l'eau, l'électricité et le téléphone.

4 août : Durcissement des règles de séjour des Iraquiens au Yémen qui voient leur permis de séjour limité à 3 mois en l'absence de contrat de travail.

14 août : La Banque centrale annonce la baisse de la dette extérieure du Yémen qui atteint 4,8 milliards de \$.

21 août : Yemenia annonce le projet d'établissement d'une liaison aérienne Sanaa-Bagdad.

Ouverture du procès en appel des auteurs présumés de l'attentat contre l'ambassade britannique.

28 août : Au cours du mois d'août, le Haut conseil judiciaire a limogé une centaine de juges à travers le pays dans le cadre de la lutte anti-corruption.

Septembre-octobre

2 septembre : Report du procès en appel des auteurs présumés de l'attentat contre l'ambassade britannique.

5 septembre : Les autorités yéménites annoncent que l'excédent commercial pour l'année 2000 s'élève à 1,75 milliards de \$.

20 septembre : L'université al-Imân est fermée temporairement pour raisons politiques.

22 septembre : Grève illimitée des professeurs dans les universités yéménites. Ils réclament l'application des revalorisations de salaire promises par le nouveau gouvernement.

24 septembre : Libération du diplomate allemand enlevé le 27 juillet.

9 octobre : Jugement en appel des accusés de l'attentat contre l'ambassade britannique en décembre 2000. Leurs peines sont réduites de 15 à 10 ans de prison.

16 octobre : Fin de la grève des enseignants dans les universités yéménites. Les salaires sont revalorisés de 15 à 40% selon les catégories.

24 octobre : Le FMI accorde un prêt de 121 millions de \$ dans le cadre d'un plan de soutien à l'économie yéménite.

Novembre-décembre

1 novembre : Le gouvernement yéménite estime que les pertes dans le secteur touristique à la suite des attentats du 11 septembre atteignent 80 millions de \$.

28 novembre : Le ministère du pétrole annonce que la production journalière du Yémen devrait connaître une augmentation de 20% en 2002 pour atteindre 550 000 barils.

29 décembre : Les autorités yéménites prétendent détenir 80 étrangers dans le cadre de la lutte contre les immigrés illégaux.



Affiche de soutien à la Palestine réalisé à l'occasion de la fête nationale du 22 mai 2001 : "tu es le guide, symbole du peuple ; tu es le frère et tu es le père"

INDEX

Mots-clés : chronologie